

Réunion interministérielle sur la réforme territoriale de l'Etat

Intervention au nom de la FGFFO de départements 14, 27, 50, 61 et 76

Nous avons écouté attentivement. Nous avons lu les documents préparatoires. Et une fois de plus nous constatons que les concertations régionales sous forme d'instances informelles interministérielles sont bien un écran de fumée.

Mais cet écran de fumée ne parvient pas à masquer l'objectif final : laisser à penser que les organisations syndicales sont associées à une réforme de la fonction publique et une réforme territoriale d'une violence sans précédent.

La loi de transformation de la fonction publique prévoit une énième déconcentration des services de l'Etat avec le regroupement des services déconcentrés de l'Etat au niveau départemental sous la tutelle des préfets ainsi que la création de « Maison France Service » issue du grand débat. Dans ses articles 17 et 18, elle prévoit les restructurations de services, des plans de départs de volontaires et l'externalisation des missions.

Derrière toutes les périphrases et le marketing de la réforme, du style « lancement d'une opération de transformation », les maîtres mots sont « réorganisation », « restructuration », « mutualisation des moyens ».

Tout est placé sous le signe de la réduction des services publics et des effectifs et la PFRH est la boîte à outils des fusions-restructurations.

A Rouen et à Caen, pour les personnels des services DRFIP et des rectorats de deux académies fusionnées à marche forcée, cela prend une signification très concrète. Cela signifie que l'Etat se dote d'un outil de management pour faire fi des statuts, des postes, de l'ancienneté et des choix de vie des personnels. Derrière le discours « nous allons vous écouter » les personnels ont très bien compris qu'on leur dit « nous allons vous transférer ».

Comment pouvez-vous oser présenter ces régressions comme la réponse aux « enseignements tirés du grand débat national » ? Ce qui a été réclamé dans les salles où ils se sont tenus et dans les rues où les citoyens ont manifesté, c'est plus de services publics et plus de proximité. Ce ne sont pas des « guichets d'accueil de proximité », plus connus sous le nom de « maisons des services AU public », que les usagers réclament mais de vrais centres des impôts, de vrais fonctionnaires avec un statut qui garantit la neutralité et l'égalité de traitement sur tout le territoire.

Après la disparition des directions départementales ministérielles devenues des DDI, la fusion de directions régionales entre elles et la fusion de régions administratives, il n'est pas surprenant de constater un manque de présence du service public de proximité.

Comment oser prétendre « rendre le service public au plus près de l'utilisateur » alors que la réforme territoriale et la loi Darmamin-Dussopt se traduiront par des dizaines de milliers de suppressions de postes, des centaines de fermetures de service, alors que la loi Buzyn se traduit par des fermetures de lits et de maternités ?

La FGF FO ne s'inscrit pas dans cette vision du service public et réaffirme son attachement à un service public républicain, le même pour tous et accessible à tous sur l'ensemble du territoire.

Vous avez prévu d'aller vite. Le calendrier prévoit de présenter un « projet de réorganisation territoriale » pour octobre.

Mais ne comptez pas sur Force Ouvrière pour participer à cette régression.

Pour FO tous les projets du gouvernement ont pour objet de transformer la Fonction publique en un service public libéral où la somme des intérêts particuliers remplacera l'intérêt général. C'est le contraire de ce que réclament les personnels et les usagers.

Contre ces réformes, contre ces régressions, il faudra compter avec FO.